

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Prix : les prix à la production se contractent pour le deuxième mois consécutif à -0,8 en g.a., en raison d'une baisse du prix des matières premières (pétrole) et des biens manufacturiers ; l'indice des prix à la consommation se stabilise à +2,8% en août, l'inflation sous-jacente ralentit à 1,5% quand le sous-indice des aliments accélère à +7,3% (porc)

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) ralentit légèrement à +10,6% (g.a.) en août contre +10,7% en juillet, la croissance des prêts bancaires continue de ralentir, à +12,6% en août contre +12,7% en juillet ; la croissance de M2 augmente à +8,2%

Réserves de change : les réserves augmentent très légèrement en août, de +3,5 Mds USD, pour atteindre 3 107 Mds USD, dans un contexte d'appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves) ; les réserves en or de la PBoC continuent d'augmenter

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la PBoC décide d'abaisser de nouveau le taux de réserve obligatoire des banques commerciales de 0,5 pt, libérant environ 900 Mds RMB de liquidités, en vue de « réduire les coûts de financement »

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Ouverture financière : la SAFE a annoncé la suppression du quota de QFII et RQFII pour les investisseurs institutionnels étrangers ; 1099 actions A seront intégrées à l'indice S&P Emerging BMI à partir du 23 septembre

Innovation financière : les plateformes de prêt P2P seront entièrement intégrées au système d'enregistrement de crédit de la PBoC

Marché des changes : la SAFE a autorisé, pour la première fois depuis 4 ans, trois nouvelles sociétés de courtage sur devises à négocier sur le marché interbancaire

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : baisse des importations et des exportations en août

Guerre commerciale : annonce de la première salve d'exemption des tarifs sur les importations chinoises de produits américains

Guerre commerciale : report du rehaussement des tarifs sur 250 Mds USD d'importations américaines de produits chinois

Guerre commerciale : Huawei retire une plainte contre les US après le retour des équipements saisis

Relation Chine-Canada : plainte logée par le Canada contre la Chine à l'OMC pour le blocage du colza

ALE : seizième cycle de négociations pour un ALE Chine-Norvège à Wuhan

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Economie numérique : Jack Ma cède la présidence d'Alibaba à Daniel Zhang alors que le groupe présente sa feuille de route pour les années à venir

Télécommunications : Huawei s'apprête à emprunter 844 M USD et licencier des milliers d'employés



Economie numérique : *l'Administration Chinoise du Cyberspace (CAC) souhaite « renforcer la gouvernance de l'écosystème internet » et promouvoir les contenus « encouragés »*

Automobile : *les ventes de véhicules, y compris à énergies nouvelles, continuent de reculer en Chine*

Economie numérique : *Baidu investit 1,44 Mds CNY dans Neusoft Holding, fonds dédié au big data et à l'intelligence artificielle (IA)*

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : *table ronde de haut niveau de la Commission globale sur l'adaptation*

Energie : *CGN publie un rapport sur le développement durable à Paris*

Aéronautique : *Airbus développe son partenariat avec AVIC*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Bourse : *L'opérateur de la Bourse de Hong Kong (HKEX) a annoncé avoir transmis le 11 septembre une proposition au London Stock Exchange*

Commerce : *les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 19% au cours des sept premiers mois 2019*

CONJONCTURE

Prix : les prix à la production se contractent pour le deuxième mois consécutif à -0,8 en g.a., en raison d'une baisse du prix des matières premières (pétrole) et des biens manufacturiers ; l'indice des prix à la consommation se stabilise à +2,8% en août, l'inflation sous-jacente ralentit à 1,5% quand le sous-indice des aliments accélère à +7,3% (porc)

En juillet, les prix à la production se contractent de -0,8% en glissement annuel (g.a.) contre -0,3% en juillet. C'est le deuxième mois consécutif que l'indice des prix à la production (IPP) enregistre une diminution. Cette baisse, la plus importante depuis 3 ans, s'explique majoritairement par un ralentissement des sous-indices du secteur manufacturier (-0,8% en g.a. contre -0,2% en juillet), des matières premières (-3,5% en g.a. contre -2,9% en août) et du secteur extractif (+2,8% en g.a. en août contre +3,2% en juillet). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%. En outre, la croissance en g.a. de l'IPP a été négative entre mars 2012 et septembre 2016. Cette contraction pourrait signaler une demande en baisse pour la production industrielle et impliquer une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

L'indice des prix à la consommation (IPC) se stabilise à +2,8% en g.a. en août, après avoir augmenté pendant 5 mois consécutifs pour des raisons strictement conjoncturelles. La hausse des prix des aliments expliquaient en effet quasiment intégralement cette augmentation. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) continue de ralentir à, +1,5% (g.a.) fin août, contre +1,6% en juillet, soulignant une demande intérieure en berne. Le sous-indice des prix des aliments se hausse à +10 % en g.a. en août (contre +9,1 % en juillet) tiré par la très forte augmentation du prix du porc (à +46,7% en août). Les prix du porc devraient continuer à augmenter dans les prochains mois avec la progression de la peste porcine africaine.

A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) ralentit légèrement à +10,6% (g.a.) en août contre +10,7% en juillet, la croissance des prêts bancaires continue de ralentir, à +12,6% en août contre +12,7% en juillet ; la croissance de M2 augmente à +8,2%

La croissance de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté de +10,6% (g.a.) en août contre +10,7% en juillet. Dans le détail, la croissance des crédits bancaires poursuit également son ralentissement, à +12,6% en juillet contre 13,3% en juin. Cette tendance au ralentissement pour les crédits bancaires est observable depuis mars 2019 (+13,8%).

On note également une contraction moins importante du *shadow banking* à -8,5% en août contre -8,9% en juillet, qui pourrait être due à un effet de base. Pour mémoire, au sein du *shadow banking* compris dans le TSF, on retrouve les « *banker's acceptance notes* » (-12,7% en août contre -15% en juillet), les « *trusted loans* » (-5% en août contre -4,3% en juillet) et les « *entrusted loans* » (-9,7% en juillet contre -10% en juillet). Les *entrusted loans* et les *trust loans* ont particulièrement ralenti depuis fin 2017, période durant laquelle ces canaux de financement non-bancaires ont été identifiés comme des priorités de la politique de renforcement du cadre réglementaire conduite par les autorités.

La croissance des dépôts bancaires a augmenté, à +8,2% en août contre +7,8% en juillet, conséquence d'une hausse de l'épargne bancaire de la part des ménages et des entreprises non financières.



La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 accélère, à +8,2% (g.a.) en août contre +8% en juillet. L'agrégat M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, était jusqu'en 2017 un objectif intermédiaire de la politique monétaire chinoise (dernière cible de croissance fixée à +12%).

Réserves de change : les réserves augmentent très légèrement en août, de +3,5 Mds USD, pour atteindre 3 107 Mds USD, dans un contexte d'appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves) ; les réserves en or de la PBoC continuent d'augmenter

Les réserves de change officielles chinoises ont augmenté en août de +3,5 Mds USD, soit une augmentation de 0,1%, pour atteindre 3 107 Mds USD fin août. La *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) a attribué cette baisse « aux variations en valeur des devises étrangères et des prix des actifs », et note également une légère appréciation de l'USD (l'indice USD Bloomberg montre une appréciation de 0,55% de l'USD en août). Pour mémoire, une appréciation de l'USD a un effet de valeur négatif pour les réserves. Les statistiques des variations des réserves au bilan de la PBoC attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017.

La PBoC a acheté près de 6 tonnes d'or en août, les réserves en or de la Banque centrale atteignant désormais 1 951 tonnes. C'est le neuvième mois consécutif que la Banque centrale achète de l'or, pour près de 100 tonnes entre février et août, cherchant à diversifier ses réserves. Pour mémoire, ses réserves en or, qui ne constituent qu'une petite partie de ses réserves, étaient restées stables entre septembre 2016 et novembre 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique monétaire : la PBoC décide d'abaisser de nouveau le taux de réserve obligatoire des banques commerciales de 0,5 pt, libérant environ 900 Mds RMB de liquidités, en vue de « réduire les coûts de financement »

La PBoC a annoncé le 6 septembre une baisse du ratio des réserves obligatoires (RRO) en RMB de 0,5 pt de pourcentage à partir du 16 septembre pour l'ensemble des banques commerciales. Une baisse ciblée des RRO pour les *rural commercial banks* de 1 pt supplémentaire a également été annoncée. Cette baisse ciblée se déroulera en deux temps : une première baisse de 0,5 pt le 15 octobre et une autre de 0,5 pt le 15 novembre. Ces baisses devraient permettre de libérer 900 Mds RMB (126 Mds USD) de liquidités, dont 100 Mds RMB provenant de « la baisse ciblée ». Cette baisse a également pour but de gérer le resserrement annuel de liquidité liée à la collecte saisonnière des impôts, mi-septembre, et donc de permettre de garder un niveau de liquidité « relativement stable ».

La PBoC a annoncé que les fonds libérés par cette baisse des RRO devraient permettre de « baisser les coûts de financement des banques d'environ 15 Mds RMB par an, ce qui devrait ensuite entraîner une baisse des taux d'intérêts réels des prêts bancaires ». En outre, la PBoC a souligné que les baisses ciblées devraient permettre aux petites et moyennes banques de « renforcer le soutien financier aux petites et micro entreprises ainsi qu'aux entreprises privées ».

Pour mémoire, les taux varient sensiblement (en dessous) dans les faits des RRO théoriques en fonction du respect par chaque institution de certaines directives de l'Etat. En mai, la PBoC avait souligné qu'il existait 3 niveaux de RRO (*benchmark notches*), définis en fonction des caractéristiques des institutions financières telles que l'importance systémique, le type d'institution et le « *service positioning* ». Les *rural credit cooperatives* et certaines banques commerciales rurales sont éligibles au RRO le moins élevé (8%). Concernant les banques commerciales rurales, certaines répondent au RRO intermédiaire (qui sera donc abaissé à 10,5%), tout comme les *joint-stock banks*, quand d'autres sont assujetties à un RRO légèrement supérieur au RRO intermédiaire. Certaines banques commerciales rurales, qui « *operate solely within provincial administrative region* », bénéficieront suite à cette annonce d'une baisse de 1 pt supplémentaire. Finalement, les grandes banques, sont soumises à un RRO qui sera abaissé à 13% le 16 septembre. Deux « traitements préférentiels » supplémentent ce *three-notch system*. Les moyennes et grandes banques qui répondent aux critères d'évaluation pour « les baisses ciblées du RRO en vue d'encourager la finance inclusive » sont éligibles à une baisse de 0,5 ou de 1,5. Les *county-level banks*, en fonction de leur pourcentage de « nouveaux dépôts utilisés pour des prêts au niveau local », pourront également prétendre à une baisse supplémentaire de 1 pp de leur RRO.

Pour rappel, le taux des réserves obligatoires auxquelles sont soumis les établissements de crédit a été abaissé à cinq reprises depuis début 2018, dont une baisse ciblée en mai, sans que cela se soit traduit à ce stade par une restauration de la dynamique de crédit au secteur privé/PME.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : la SAFE a annoncé la suppression du quota de QFII et RQFII pour les investisseurs institutionnels étrangers ; 1099 actions A seront intégrées à l'indice *S&P Emerging BMI* à partir du 23 septembre

La *China's State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) a annoncé la suppression du quota de *Qualified foreign institutional investor program/Renminbi qualified foreign institutional investors* (QFII/RQFII) auxquels les investisseurs institutionnels étrangers étaient assujettis depuis 2002 (respectivement 2011) dans le cadre de leurs achats d'actifs financiers chinois ; pour rappel, ce quota avait été doublé à 300Mds USD au début de l'année. Actuellement, plus de 400 investisseurs institutionnels venus de 31 pays et régions du monde ont investi sur la Chine continentale via ces deux programmes, qui toutefois n'était pas utilisé intégralement. Pour mémoire, cette initiative de réforme sur les programmes de QFII et de RQFII a été annoncée pour la première fois par PAN Gongsheng, administrateur de la SAFE lors du forum de Lujiazui en juin dernier.

En outre, 1099 actions A seront intégrées à l'indice *S&P Emerging BMI* à partir du 23 septembre, y compris 147 grandes capitalisations (large-cap), 251 capitalisations moyennes (mid-cap), et 701 petites capitalisations (small-cap), les actions de *ChiNext* n'étant pas incluses. Avec un facteur d'inclusion de 25%, les actions A de la Chine devraient représenter un poids de 6,2% dans l'indice *S&P Emerging BMI*. Selon *China Merchants Securities*, cette intégration des actions A dans l'indice *S&P Emerging BMI* générerait des capitaux entrants passifs de 1,1Md USD sur le marché boursier en Chine. Le même jour, l'augmentation de l'inclusion des actions A à 15% par *FTSE Russell* induirait également des entrées de capitaux passives de 4Mds USD, liées à la réplique de l'indice.

Pour mémoire, en vertu de la réglementation en vigueur du régulateur des valeurs mobilières (CSRC) et des bourses de Shanghai et de Shenzhen, le pourcentage de détention par des investisseurs étrangers d'une société chinoise cotée ne peut pas dépasser 30%, et l'achat d'actions par le biais des programmes Stock Connect de Hong Kong est suspendu lorsque la participation atteint 28%. Compte tenu de la suppression du quota de QFII et RQFII et de l'intégration progressive des actions A dans les indices internationaux, la restriction de 30% de la détention étrangère serait assouplie.

Innovation financière : les plateformes de prêt P2P seront entièrement intégrées au système d'enregistrement de crédit de la PBoC

Selon le document émanant des deux groupes de travail chargés de la finance sur Internet et du P2P et coiffés par la Commission de stabilité financière et du développement (des membres de la PBoC et de la CBIRC constituent ces deux groupes), pour résoudre les problèmes de risque et de fraude dans le secteur du crédit en ligne, les deux principaux groupes obligent les plateformes de prêts P2P à partager les données qu'ils détiennent sur les emprunteurs et à relier leurs systèmes soit à *Baihang Credit Scoring*, soit à la base de données nationale d'information sur le crédit, gérées par le centre de référence de crédit de la PBoC.

La PBoC travaille depuis plusieurs années à créer une base de données, estimant que l'absence d'un système centralisé d'information sur le crédit constituait un obstacle à la réduction des risques non seulement dans le secteur du P2P, mais aussi dans le système bancaire. En 2018, la PBoC a lancé *Baihang Credit Scoring*, une base de données à l'échelle nationale créée spécifiquement pour saisir les informations provenant de canaux de crédit non traditionnels.



Les régulateurs chinois resserrent leur emprise sur le secteur du P2P depuis 2016 afin de lutter contre les abus et la fraude après le détournement de milliards de yuans de fonds d'investisseurs. Le nombre de plateformes de prêt P2P a considérablement diminué au cours des quatre dernières années, passant de 3608 en novembre 2015 à environ 700 fin août, selon les données de *Wangdaizhijia*, un site axé sur le secteur du P2P.

Marché des changes : la SAFE a autorisé, pour la première fois depuis 4 ans, trois nouvelles sociétés de courtage sur devises à négocier sur le marché interbancaire

La *China's State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) a autorisé pour la première fois trois nouvelles sociétés de courtage à négocier sur le marché des changes interbancaire depuis plus de quatre ans : *Citic Securities*, *Huatai Securities* et *China Merchants Securities*, une nouvelle étape visant à diversifier des acteurs et à améliorer la liquidité du marché des changes.

Guotai Junan Securities et *Harvest Fund Management* étaient les deux seuls participants non bancaires à avoir reçu une licence de négociation sur le marché des changes interbancaire à fin 2014 et au début 2015. Depuis, certaines sociétés de courtage ont mis en place des équipes de change mais ne sont pas parvenues à obtenir la licence. Sur le marché des changes interbancaire, les principaux acteurs sont toujours les banques commerciales et les sociétés ayant des besoins en devises pour les importations et les exportations.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : baisse des importations et des exportations en août

Le 8 septembre, les douanes chinoises ont publié les chiffres du commerce extérieur pour le mois d'août 2019. En glissement annuel, les exportations ont connu une légère diminution : -1 % à 215 Mds USD. Les importations ont quant à elles baissé pour la septième fois en huit mois : -5,6 %, à 180 Mds USD.

D'un point de vue géographique, la baisse des importations sur les huit premiers mois de l'année (-4,6 % à 1,348 Mds USD entre janvier et août) s'explique par la chute des importations en provenance des Etats-Unis (-27,5 % en g.a. à 80 Mds USD) ainsi que, dans une moindre mesure, par les baisses des importations en provenance de la Corée du Sud (-16,3 % à 113 Mds USD), du Japon (-7,7 % à 111 Mds USD) et de Taïwan (-6,3 % à 110 Mds USD). Les importations en provenance de l'UE (+1,2 % à 183 Mds USD), de l'ASEAN (+1,2 % à 177 Mds USD) et de l'Australie (+13,1 % à 81 Mds USD) ont en revanche augmenté. Au niveau sectoriel, les importations de circuits intégrés ont baissé sur les huit premiers mois de l'année (-6,2 % en g.a. à 192 Mds USD) tout comme celles des produits de la construction automobile (-9,4 % à 32 Mds USD pour les véhicules et -14,6 % à 20 Mds USD pour les accessoires). Les importations de ressources primaires telles que le pétrole brut (+3,6 % à 153 Mds USD) et le gaz naturel (+20,8 % à 23 Mds USD) ont connu une hausse, ainsi que les produits agricoles (+4,6 % à 97 Mds USD) à l'exception du soja (-15,7 % à 23 Mds USD).

Sur les huit premiers mois de 2019, les exportations chinoises vers le monde ont augmenté de 0,4 % en g.a. à 1,607 Mds USD. Les principales hausses concernent l'Union européenne (+5,7 % à 279 Mds USD), l'ASEAN (+9,4 % à 225 Mds USD), Taïwan (+12,5 % à 156 Mds USD) et la Corée du Sud (+3,3 % à 145 Mds USD). En revanche, les exportations chinoises de biens vers les Etats-Unis ont connu une baisse de 8,9 % à 276 Mds USD et celles vers le Japon (-1 % à 143 Mds USD) et l'Australie (-0,9 % à 119 Mds USD) une légère diminution. Au niveau sectoriel, les exportations de circuits intégrés électroniques ont connu une hausse en valeur (+20,6 % à 64 Mds USD) malgré une baisse en volume (-6,8 %); les exportations de terres rares ont quant à elles baissé aussi bien en valeur (-6,9 %) qu'en volume (-6,3 %).

[Lien vers les chiffres des douanes chinoises](#)

Guerre commerciale : annonce de la première salve d'exemption des tarifs sur les importations chinoises de produits américains

La Commission en charge des tarifs douaniers sous le Conseil des Affaires d'Etat a publié le 11 septembre un communiqué annonçant la première salve d'exemption des tarifs imposés sur les importations par la Chine des biens en provenance des Etats-Unis. Seize produits qui avaient fait l'objet d'une hausse de droits de douane entre 25 % et 30 % en mai dernier seront finalement exemptés à partir du 17 septembre 2019, et ce jusqu'au 16 septembre 2020. Pour douze de ces seize produits, dont certains médicaments anticancéreux, les tarifs déjà collectés seront remboursables ; les tarifs déjà collectés sur les quatre autres produits (comme le lait pour la nutrition animale) ne le seront pas. Cette annonce fait suite à une première annonce d'appel public à des demandes d'exemption, publiée le 31 mai 2019 par la Commission en charge des tarifs douaniers. Selon le ministère chinois du Commerce, il existe trois critères pour cette première salve d'exemption : 1. la difficulté de trouver

des sources alternatives de biens ; 2. la gravité du préjudice économique causé aux requérants par l'augmentation des tarifs ; et 3. l'importance de l'impact négatif pour les industries concernées ou pour la société.

Guerre commerciale : report du rehaussement des tarifs sur 250 Mds USD d'importations américaines de produits chinois

Le 11 septembre, Donald Trump a annoncé via Twitter que le relèvement des tarifs de 25 % à 30 % sur 250 Mds USD des biens en provenance de Chine, initialement prévu pour le 1er octobre 2019 ([voir brèves de la semaine du 26 août 2019](#)), serait reporté au 15 octobre. Un éditorial du Global Times publié le 12 septembre a salué cette décision du Président américain et a interprété ce report du relèvement des tarifs, ainsi que l'exemption chinoise sur seize produits américains qui vient d'être annoncée par la Chine (voir la brève ci-dessus), comme des « échanges amicaux » qui devraient créer de bonnes conditions pour le prochain cycle des négociations sino-américaines, qui aura lieu à Washington le début octobre. Le ministère chinois du Commerce, dans sa conférence hebdomadaire le jeudi 12 septembre, félicite aussi ce « geste amical » par le gouvernement américain, tout en mentionnant que certaines entreprises chinoises ont déjà commencé à consulter les prix pour l'achat de produits agricoles américains (selon Bloomberg, la Chine commencerait en effet à considérer la possibilité d'une relance d'achats des produits agricoles américaines y compris de soja et de porc).

Guerre commerciale : Huawei retire une plainte contre les US après le retour des équipements saisis

Le 9 septembre, le géant chinois de télécommunications Huawei a retiré une plainte contre le Département américain du Commerce (DoC) auprès de la cour fédérale du district de Columbia, suite au retour des équipements de Huawei par le gouvernement américain. Pour rappel, les équipements en question ont été saisis en Alaska et conservés par le DoC depuis le septembre 2017, et une plainte a été déposée par Huawei en juin 2019 ([voir brèves du 24 juin](#)). L'entreprise Huawei a interprété le retour des équipements comme une admission tacite par les Etats-Unis de la nature « illégale et arbitraire » de la saisie ; néanmoins, elle s'exprime être « déçue » par le manque d'explication de la part du gouvernement américain de la longue durée de saisie. Pour le contexte, en mars, Huawei avait déposé une autre plainte ([voir brèves du 4 mars](#)) pour contester la constitutionnalité de certaines dispositions du *National Defense Authorization Act 2019 (NDAA)*, qui interdit aux services de l'administration américaine de s'approvisionner en matériel Huawei ; en mai, Huawei a été inscrit à la « liste des entités » par le DoC soumises au dispositif américain de contrôle des exportations ([voir brève du 13 mai](#)).

[Lire le communiqué officiel de Huawei](#)

Relation Chine-Canada : plainte logée par le Canada contre la Chine à l'OMC pour le blocage du colza

Le vendredi 6 septembre, le gouvernement canadien a porté plainte contre la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à propos de la suspension par les douanes chinoises des importations de colza en provenance du Canada par deux sociétés canadiennes en mars 2019 (voir brèves du [25 mars](#) et du [4 mars](#)). « Nous avons pris des engagements avec la Chine à plusieurs niveaux, mais le résultat n'est pas évident...et [la plainte auprès de l'OMC] est la prochaine étape à suivre»,



selon le porte-parole de Jim Carr, Ministre canadien du Commerce. Jusqu'à l'an dernier, la Chine représentait le plus grand marché à l'exportation pour le colza canadien.

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Titre1.

Texte1.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : Jack Ma cède la présidence d'Alibaba à Daniel Zhang alors que le groupe présente sa feuille de route pour les années à venir

Jack Ma, fondateur emblématique du groupe de e-commerce Alibaba, s'est retiré de la présidence du groupe mardi 10 septembre 2019, cédant les rênes de l'entreprise à Daniel Zhang, qui occupait jusqu'à présent le poste de directeur exécutif. Jack Ma a permis à Alibaba de devenir le leader chinois du e-commerce et l'une des principales entreprises technologiques chinoises, actuellement valorisée à 462 Mds USD. Agé de 55 ans et disposant d'une fortune personnelle estimée à 37 Mds USD, Jack Ma a indiqué vouloir se consacrer à différents projets philanthropiques, notamment dans l'éducation en milieu rural. Malgré ce retrait, il est probable que le fondateur garde une grande influence au sein d'Alibaba : détenteur d'environ 7% des actions et partenaire à vie d'Alibaba Partnership (un groupe de gouvernance exerçant une forte influence sur la stratégie de l'entreprise), il continuera également de siéger conseil d'administration au moins jusqu'à la réunion générale des actionnaires en 2020. Il gardera en outre le contrôle d'Alipay, qui opérait 54% du volume de paiement mobile en Chine en 2018.

Cette succession, qui avait été annoncée en septembre 2018, a eu lieu à l'occasion de la célébration en grandes pompes des vingt ans du groupe à Hangzhou, où plus de 60 000 employés d'Alibaba étaient présents. Lors de ce rassemblement, le groupe a également annoncé ses objectifs pour les années à venir et réaffirmé sa mission : « *make it easy to do business anywhere* ». A court terme, le groupe vise un volume de transactions de 1 000 Mds USD pour l'année en cours, en nette augmentation par rapport à 2018 (853 Mds USD). D'ici 2036, « l'économie Alibaba », devrait concerner 100 millions d'emplois, 10 millions d'entreprises et plus de 2 milliards de consommateurs, contre 654 millions actuellement. Pour atteindre ces objectifs, Alibaba a présenté ses six nouvelles « valeurs fondamentales » portant des messages volontaristes tels que « la meilleure performance d'aujourd'hui est la référence de demain ».

Pour atteindre de tels objectifs, Alibaba devra poursuivre deux approches initiées ces dernières années. Premièrement, bien que le e-commerce représente en 2019 encore 69% de son chiffre d'affaires, le groupe a progressivement intégré diverses activités connexes, notamment la finance, le *cloud* industriel, la distribution, la logistique, ou encore les solutions de *smart city*. En parallèle, le groupe cherche des relais de croissance hors de Chine, notamment en ASEAN (acquisition de 83% des parts de Lazada, l'un des leaders du e-commerce dans la région) mais aussi en Europe, où le groupe cherche surtout à se positionner sur les segments du paiement en ligne (Alipay), du *cloud* industriel et du e-commerce en B2B (TMall). L'acquisition de la plateforme de e-commerce transfrontalier Kaola (voir brèves du 16 août 2019), confirmée le 6 septembre pour 2 Mds USD, semble confirmer cette stratégie.

[Lire une courte biographie de Jack Ma](#)

Télécommunications : Huawei s'apprête à emprunter 844 M USD et licencier des milliers d'employés

Selon [Reuters](#), Huawei serait sur le point d'émettre deux tranches d'obligations d'une valeur totale de 6 Mds CNY (769 M EUR), une somme qui pourrait par la suite atteindre un total de 20 Mds CNY (2,56 Mds EUR) d'après les documents transmis par l'entreprise. China Lianhe Credit Rating, une agence de notation basée à Pékin a attribué la notation maximale (AAA) à ces obligations ; des analystes estimant dans [Caixin](#) que ces derniers devraient offrir un coupon légèrement supérieur à 3%. Selon des

représentants de l'entreprise, ces fonds seront utilisés pour « diversifier les sources de financement, reconstituer le capital opérationnel et investir dans les activités principales du groupe. »

Cette levée de fonds serait la première sur le marché financier chinois pour le groupe, qui a déjà emprunté à Hong Kong et New York par le passé. Alors que ses résultats sont tirés par le marché chinois (58% du chiffre d'affaires global), le placement de Huawei sur la *entity list* américaine et les soupçons d'espionnage dont l'entreprise fait l'objet pèsent sur ses ventes à l'étranger (*voir brèves du 2 août 2019*) tandis que le déploiement d'infrastructures Huawei pour la 5G fait débat dans de nombreux pays.

Malgré l'annonce de Ren Zhengfei, qui prédisait en juin 2019 que les mesures américaines coûteraient 30 Mds USD sur deux ans à Huawei, les résultats financiers de l'entreprise demeurent, de fait, solides. Le groupe a ainsi présenté un chiffre d'affaires consolidé de 401 Mds CNY (51,3 Mds EUR) au premier semestre 2019, en hausse de 23,2% en glissement annuel ainsi que des réserves de liquidités de 250 Mds CNY (32 Mds EUR) en juin 2019, en hausse de 35,7% depuis le début de l'année. Dans ce contexte, la décision de recourir au marché du capital chinois pourrait surtout être une façon pour Huawei de réduire son exposition internationale, notamment face au risque de change.

Par ailleurs, [Technode](#) a relayé le 9 septembre des « rumeurs » provenant d'un employé du groupe selon lesquelles 6 000 employés de Huawei en Chine seraient concernés par un plan de licenciement et se verraient offrir des compensations en échange de leur démission. En juillet dernier, plus de 600 employés de Futurewei, un centre de R&D de la marque basés aux Etats-Unis, avaient perdu leur emploi à cause, selon Huawei, des sanctions imposées par Washington.

Economie numérique : l'Administration Chinoise du Cyberspace (CAC) souhaite « renforcer la gouvernance de l'écosystème internet » et promouvoir les contenus « encouragés »

Le 10 septembre 2019, la CAC a publié une première version, pour consultation, d'une « régulation pour la gouvernance de l'écosystème du web ». D'après l'annonce officielle, ce texte vise notamment à renforcer la gouvernance de l'écosystème internet en Chine mais aussi à « protéger les citoyens et autres entités juridiques ». Pour ce faire, le texte prévoit notamment d'encourager sur internet des contenus en lien avec la pensée de Xi Jinping, le socialisme ou la théorie du parti. En revanche, les contenus « menaçant la sécurité de l'Etat » ou ceux liés à des sujets sensibles sont explicitement interdits. Le texte explique ainsi que les acteurs de l'internet devront adapter leurs algorithmes afin de promouvoir des recommandations en adéquation avec ces injonctions tout en prévoyant des mécanismes d'intervention humaine en complément de ces algorithmes.

Pour rappel, l'accès à internet est restreint en Chine par un système, appelé la « Grande Muraille », interdisant l'accès à de nombreux sites étrangers d'informations mais aussi aux réseaux sociaux occidentaux. Depuis l'accès au pouvoir de Xi Jinping, ce contrôle s'est sensiblement accentué.

[Lire la première version de la « régulation pour la gouvernance de l'écosystème du web » \(en chinois\)](#)

Automobile : les ventes de véhicules, y compris à énergies nouvelles, continuent de reculer en Chine

D'après les données de la China Passenger Car Association, la Chine a vendu 1,59 millions de véhicules en août 2019, un résultat en déclin de 9,9% par rapport à août 2018. Le marché automobile a ainsi été en recul quatorze fois sur les quinze derniers mois, la progression ponctuelle observée en juillet 2019

ne s'expliquant que par une liquidation des stocks due à de nouvelles exigences réglementaires. D'après un représentant de Volkswagen dans le pays, cité par [Caixin](#), cette récession s'expliquerait par les tensions commerciales sino-américaines, bien que le ralentissement économique semble également en cause. En outre, le marché automobile chinois pourrait avoir atteint une certaine maturité, avec un taux de possession de voitures de 175 pour 1 000 habitants en 2018, contre 38 dix ans plutôt d'après Nomura International.

Cette tendance concerne également les véhicules à énergie nouvelle (VEN), dont les ventes ont diminué de 16% en glissement annuel et n'ont atteint que 85 000 unités. Ces chiffres succèdent à une première baisse en juillet (-4,7%) et s'expliquent par la suppression progressive des subventions à l'acquisition de VEN. Malgré cette tendance, [Bloomberg](#) a révélé le 6 septembre un plan du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) qui viserait une proportion de 60% de VEN d'ici à 2035.

Economie numérique : Baidu investit 1,44 Mds CNY dans Neusoft Holding, fonds dédié au big data et à l'intelligence artificielle (IA)

Le 10 septembre 2019, Baidu a annoncé un investissement « stratégique » de 1,443 Mds CNY (184 M EUR) dans Dalian Neusoft, un fonds dédié aux placements technologiques, notamment dans les activités liées au *big data* et à l'IA. Wang Haifeng, *Chief Technical Officer* de Baidu, est par ailleurs nommé administrateur de Neusoft Holdings.

D'après le partenariat signé entre les deux entités, les secteurs concernés en priorité sont les villes intelligentes, l'éducation intelligente et les soins médicaux intelligents. La coopération couvrira par exemple des solutions médicales telles que l'assistance au diagnostic via l'utilisation de l'intelligence artificielle, l'extraction et la gestion de données médicales, eu encore des services de *cloud* pour les hôpitaux. Dans le domaine de l'éducation, les deux entités ont annoncé vouloir développer des formations en ligne et mettre en place des « instituts d'intelligence artificiel ». En outre, les deux parties exploreront également des possibilités de coopération en matière de transports intelligents, voire des solutions de *cloud computing* destinées aux marchés publics.

A l'instar de ses homologues des BATX (Alibaba et Tencent), Baidu tente de se diversifier vers de nouveaux secteurs (streaming, tourisme, cloud etc.), avec un succès beaucoup plus relatif jusqu'à présent. Ce nouvel investissement témoigne néanmoins des efforts entrepris en ce sens.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable: table ronde de haut niveau de la Commission globale sur l'adaptation

La table ronde de haut niveau de la Commission du *Global Center on Adaptation* (GCA) s'est tenue à Pékin le 10 septembre. M. Ban KI-MOON, Président de la Commission globale sur l'adaptation et, M. LI Ganjie, ministre de l'écologie et de l'environnement et membre de la Commission, y ont participé. Le discours de M. LI Ganjie a insisté sur le leadership de la Chine en matière d'adaptation. De plus, il a réaffirmé que la partie chinoise se félicitait de l'ouverture d'un bureau du GCA en Chine en juin dernier et le rôle important du GCA dans la mise en œuvre des objectifs de l'adaptation définis par l'Accord de Paris.

Un autre événement a eu lieu le même jour concernant le lancement d'un rapport phare titré « Adapt Now : A Global Call for Leadership on Climate Resilience » rédigé par GCA et *World Resources Institute* (WRI).

Voir le lien pour télécharger ce rapport : <https://gca.org/global-commission-on-adaptation/report>

Energie : CGN publie un rapport sur le développement durable à Paris

Le 3 septembre, l'entreprise chinoise d'Etat *China General Nuclear Power Corp.* (CGN) a publié à Paris son « Rapport mondial sur le développement durable 2018 », en présence notamment du président de CGN M. HE Wei, de l'Ambassadeur de Chine en France M. LU Shaye et du Président de l'Assemblée nationale M. Richard Ferrand. La publication de ce rapport a été l'occasion pour M. HE Wei de rappeler les engagements de CGN en faveur du climat et de l'environnement. A titre d'illustration, l'entreprise chinoise disposait fin août 2019 de 53,53 GW de capacités installées dans le monde, ce qui aurait permis une réduction de CO₂ d'env. 220,5 Mds de kWh en 2018, équivalent à la plantation de 440 000 hectares de forêts. En Europe, l'entreprise, présente depuis 2014, possède 1GW d'énergies « propres » installées dans 13 pays.

Selon l'entreprise et la presse chinoise, c'est la première fois qu'une entreprise chinoise réalise ce type d'événement en France ; cet événement a également été l'occasion de célébrer la coopération franco-chinoise en matière d'énergie, déjà dynamique dans le secteur nucléaire, et qui pourrait s'élargir à d'autres domaines de coopération, notamment en matière d'énergies nouvelles.

Aéronautique : Airbus développe son partenariat avec AVIC

A l'occasion de la visite en Chine de la chancelière allemande le 6 septembre dernier, Airbus a signé, en présence du Premier Ministre Li Keqiang et d'Angela Merkel, un nouvel accord avec AVIC, pour la production d'équipements de fuselage des avions de la famille A320 assemblés à la chaîne de Tianjin. C'est la filiale AVIC Xi'an Aircraft Industry Company (AVIC XAC), produisant déjà les ailes des monocouloirs Airbus fabriqués à Tianjin, qui doit livrer le premier fuselage équipé pour la chaîne d'assemblage chinoise, au cours du deuxième trimestre 2021. Cet accord s'inscrit dans la stratégie d'Airbus d'intégration verticale de son empreinte industrielle en Chine, avec optimisation de la chaîne de valeur et de ses relations avec les fournisseurs. Elle accompagne également la volonté de la Chine de monter en qualité, en compétence et en capacité de production dans le secteur aéronautique.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Bourse : l'opérateur de la Bourse de Hong Kong (HKEX) a annoncé avoir transmis le 11 septembre une proposition au London Stock Exchange

L'opérateur de la Bourse de Hong Kong (Hong Kong Exchanges and Clearing HKEX) a annoncé mercredi 11 septembre avoir transmis une proposition en vue d'un rapprochement avec l'opérateur de la Bourse de Londres (London Stock Exchange LSE). Cette offre préliminaire et non sollicitée de rachat est estimée à 29,6 Mds £. HKEX est déjà implantée à Londres suite à l'acquisition de London Metal Exchange, pour 2,2 Mds USD, en 2012. Le LSE a annoncé qu'il examinait la proposition. HKEX dispose de 28 jours pour confirmer son offre préliminaire de rachat.

Commerce : les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 19% au cours des sept premiers mois 2019

Après deux années très dynamiques pour nos exportations (+11,4% en 2017 après +15,6% en 2016), celles-ci se sont stabilisées en 2018 (-0,8%) à 6,21 Mds EUR, notamment en raison de la baisse du poste aéronautique. Les exportations françaises vers Hong Kong sont reparties à la hausse au cours des sept premiers mois 2019 (+18,8% en g.a.) à 3,6 Mds EUR, notamment grâce à la performance du secteur aéronautique (+ 62% à 852,66 M EUR). Hors aéronautique, les exportations ont progressé en g.a. de 10% à 2,7 Mds EUR. Six postes se caractérisent par le dynamisme de leurs ventes au cours des sept premiers mois : les exportations d'articles de maroquinerie ont progressé de 19% à 637 M EUR ainsi que celles de vêtements, accessoires et autres vêtements de dessus (+ 25% à 254 M EUR) et celles de parfums/cosmétiques (+7,5% à 227 M EUR). Les ventes de chaussures progressent fortement, de 48,5% à 99,8 M EUR ainsi que celles de créations artistiques (98 M EUR, +80%) confirmant la tendance de 2018 (respectivement +23% et +58%). Les articles d'horlogerie progressent de 10% à 61,7 M EUR.

En revanche, 5 de nos 12 premiers postes d'exportation enregistrent une chute de leurs ventes par rapport à 2018 : le vin, notre 3ème poste d'exportation, est en baisse (-4% à 262 M EUR), ainsi que celles de joaillerie et de bijouterie (-6% à 171 M EUR), de composants électroniques (-6% à 81 M EUR), de produits pharmaceutiques (-10% à 67,5 M EUR) et de boissons alcoolisées distillées (-2,5% à 54 M EUR).

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Hannah Fatton, Maxime Sabourin, Camille Bortolini, Furui Ren, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Christine Zhang et Antoine Moisson

Revu par : François Lemal, Valérie Liang-Champrenault, Orhan Chiali et Julien Dumond

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet